

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-1702 du 11 octobre 2024
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers
exploitée par la SAS ENTREPRISE CASSIER au lieu-dit « Les Blitteries » sur le territoire de la
commune d'Ennordres

Le préfet Cher,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu le code minier ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les rubriques 2510-1, 2515-1-a), 2517-2 et 2518-b) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THEZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature sur les installations classées pour l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de « Broyage, concassage, criblage, [...], mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels » soumis au régime de la déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 20-067 du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-01-0632 du 10 juin 2016 approuvant le schéma départemental des carrières du Cher ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté du 4 février 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable, d'égalité des territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET) ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 relatif au renouvellement partiel et à l'extension de la carrière de sables et graviers exploitée par la S.A.S. Entreprise CASSIER au lieu-dit « Les Blitteries » sur le territoire de la commune d'Ennordres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 autorisant la société Entreprise CASSIER à exploiter une carrière de sable et graviers sur le territoire de la commune d'Ennordres au lieu-dit « Les Blitteries » modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-0200 du 4 mars 2022 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers « Les Blitteries » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23/0267 du 31 mars 2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive pour une superficie de 52 800 m², soit sur les parcelles cadastrales section Zm n° 61, 67 et 68 localisées dans le secteur Nord-Ouest de la carrière autorisée ;

Vu la demande du 14 septembre 2023, présentée par la société Entreprise CASSIER dont le siège social est situé à « La Ballastière » sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps 37 700, à l'effet d'obtenir une modification des conditions d'exploitation de la carrière « Les Blitteries » à Ennordres ;

Vu le rapport et les propositions en date du 20 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant, la SAS la société Entreprise CASSIER, notifié par courrier en date du 4 octobre 2024 et l'absence d'observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation de la carrière prévoient la mise en place d'un convoyeur à bande pour acheminer le tout-venant de la zone d'extraction (Nord-Ouest du site) vers la zone technique ;

CONSIDÉRANT qu'aux vues de l'importance des frais à engager pour les fouilles archéologiques et l'importance du délai avant de pouvoir extraire le gisement sous-jacent, la société « Entreprise CASSIER » renonce à exploiter une partie de l'extension de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers exploitée au lieu-dit « Les Blitteries » sur le territoire de la commune d'Ennordres ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le schéma régional des carrières Centre Val de Loire approuvé le 21 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que des garanties financières doivent être actualisées afin de permettre le réaménagement de la carrière, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne présentent pas un caractère substantiel ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 relatif au renouvellement partiel et à l'extension de la carrière de sables et graviers exploitée au lieu-dit « Les Blitteries » sur le territoire de la commune d'Ennordres par la S.A.S. Entreprise CASSIER, dont le siège social est situé à « La Ballastière » (37 700 Saint-Pierre-des-Corps) est adapté et complété selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 1.2.2 « Situation de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 27 ha 88 a 30 ca pour une surface exploitable de 9 ha 06 a 82 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté. Toute modification de dénomination de parcelle concernée devra être déclarée à l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées.

Commune	Section	Numéros de parcelle	Lieux-Dits	Superficies autorisées	Superficies exploitables
Ennordres	D	234 pp	Le Champ Poirier	25 a 26 ca	-
		235 pp	La Dauvernerie	1 a 80 ca	-
		237	Le Checheron	58 a 50 ca	-
		238	Le Pré d'Auvergne	14 a 15 ca	-
		241 pp		41 a 82 ca	31 a 78 ca
		242		14 a 60 ca	11 ca
		243	Le Milerin	2 ha 55 a 20 ca	2 ha 11 a 41 ca

		249 pp	Les Blitteries	1 ha 69 a 23 ca	50 a 01 ca
		250 pp		16 a 04 ca	-
		251		1 ha 67 a 80 ca	-
		252		77 a 60 ca	-
		256		4 a 55 ca	-
Ennordres	D	258	Le Champ de la Boulangerie	2 ha 53 a 50 ca	-
		259	Les Gratte Chiens	18 a 35 ca	-
		260		2 ha 64 a 95 ca	1 ha 08 a 64 ca
		261		95 a 50 ca	12 a 43 ca
		262	Le Plondre	29 a 70 ca	-
		289	Les Champêtres	1 ha 17 a 70 ca	-
		290		47 a 90 ca	-
		291		23 a 70 ca	-
		292 pp		19 a 15 ca	-
		316	Le Pré Bardet	35 a 10 ca	-
		317		28 a 35 ca	-
		892 pp		93 a 70 ca	30 a 82 ca
	ZL	4 pp	Les Champêtres	97 a 42 ca	-
		5 pp		64 a 71 ca	9 a 04 ca
		6		5 a 31 ca	-
	ZM	6 pp	La Prairie d'Ennordres	72 a 39 ca	-
		10 pp		3 ha 71 a 62 ca	2 ha 56 a 41 ca
		62		2 ha 81 a 00 ca	1 ha 95 a 21 ca
	Surface non cadastrée entre D 241, 242 et 249*			21 a 70 a	96 a
	Totaux			27 ha 88 a 30 ca	9 ha 06 a 82 ca

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté ».

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1.2.3 « Matériaux extraits et quantités autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« Les matériaux extraits de la carrière sont des matériaux siliceux (sables et graviers « terrasses », sables et graviers « alluvions ») pour une production maximale de matériaux extraits de la carrière de 110 000 tonnes/an (avec une moyenne de 67 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 284 000 tonnes. ».

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1.2.4 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'extraction est effectuée à la pelle mécanique, en fouille semi-noyée (sans pompage des eaux d'exhaures). Elle sera réalisée majoritairement à sec.

L'exploitation de la carrière est une activité permanente pendant les jours ouvrés de 7h30 à 17h00.

Après un stockage provisoire à proximité du front de taille, les matériaux extraits sont ensuite acheminés jusqu'à l'installation de traitement au moyen de tombereau et/ou de tracteur avec remorque.

L'installation de traitement est composée d'une unité de lavage, criblage et concassage, d'une centrale à béton et d'une station de transit ».

Article 5 :

Les dispositions de l'article 1.4.1 « Durée de l'autorisation et caducité » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 6,5 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. Conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement, la demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine ».

Article 6 :

Les dispositions de l'article 1.6.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« 1.6.2 Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 périodes, 1 période quinquennale et une période de 1,5 an.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

1.6.2.1 Carrière à ciel ouverture

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ ha)	S3 (C3 = 17 775 €/ha)	TOTAL en € TTC ($\alpha = 1,3857$)
1	5,5290 ha	3,6844 ha	1,2000 ha	321 441 €
2	0,7160 ha	1,7609 ha	0,4880 ha	110 163 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en juin 2024 soit 129,8 (paru au JO le 14 août 2024) ».

Article 7 :

Les dispositions de l'article 1.7.6 « Cessation d'activité » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site est coordonnée à l'exploitation, elle doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, les usages à prendre en compte sont les suivants :

- Pour la carrière actuellement autorisée : réhabilitation en vue de permettre un usage agricole (terres agricoles reconstituées sur la zone d'exploitation des terrasses anciennes et prairie reconstituée en lieu et place du bassin de décantation), aménagement d'un plan d'eau d'une surface d'environ 12 ha dont environ 2,3 ha au sein de la carrière en renouvellement et maintien d'une mare au droit du bassin de décantation actuel ;
- Au droit de l'extension : réhabilitation en vue de permettre un usage agricole (terres agricoles reconstituées) et création d'une petite zone humide comme mesure compensatoire (hors de la zone autorisée au Nord-Ouest de l'extension).

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. »

Article 8 :

Les dispositions de l'article 1.7.7 « Remise en état du site » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« **1.7.7.1 Généralités**

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état du site est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

1.7.7.2 Remise en état

La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté. Globalement, la remise en état du site consiste en :

- Une reconstitution de terrains à vocation agricole (terres agricoles reconstituées et prairie reconstituée) : les excavations résiduelles longeant la RD 181 sont partiellement remblayées pour reconstituer des terrains agricoles (cote des plus hautes eaux connues + 50 cm). Les matériaux extérieurs utilisés sont essentiellement des déblais provenant de chantiers de terrassement locaux, rigoureusement contrôlés avant acceptation sur le site. Le remodelage de la topographie consiste à créer une pente douce générale vers le Sud-Ouest de l'ordre de 1 à 2 %. Les fronts résiduels sont talutés à 30° au maximum. Les zones remblayées sont recouvertes par la terre arable issue du démantèlement des merlons périphériques (stockage temporaire) et/ou du décapage coordonné.
- La création d'une mare et reconstitution d'une zone prairiale : après le comblement progressif du bassin de décantation, les travaux de création de la mare consistent à

maintenir une dépression en eau de 100 à 200 m² en contact avec la saulaie blanche présente sur le site. Les surfaces comblées par les fines argileuses sont recouvertes de terres végétales afin de reconstituer une zone prairiale dans la continuité des abords du plan d'eau.

- Une végétalisation : plantation de 950 mètres linéaires de haies bocagères, dès l'obtention de l'autorisation, ce qui représente une longueur 6 fois plus importante que le linéaire de haie détruite par le projet. Ces plantations en essences locales participent au renforcement de la Trame Verte au sein de la zone Natura 2000. Par ailleurs, les abords du plan d'eau encore en chantier sont ensemencés.
- La création d'un plan d'eau : un plan d'eau d'une surface d'environ 12 ha dont environ 2,3 ha au sein de la carrière en renouvellement est aménagé. Le tracé des rives est effectué de manière à permettre une insertion naturelle du plan d'eau dans son environnement, il ne présente pas de formes trop rectilignes. Les berges présentent des pentes de maximale de 30°, comme déjà réalisé sur le reste du pourtour du plan d'eau. Dans la zone de marnage, les pentes sont les plus faibles possibles (de 1 à 5 %) pour favoriser les échanges sol-eau-air (fonction écologique).

Pour rappel, les infrastructures et les réseaux au droit de la zone technique sont préalablement démantelés et évacués avant l'extraction du gisement sous-jacent.

1.7.7.3 Remise en état cordonnée à l'exploitation

La remise en état doit-être strictement coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexée au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état à monsieur le préfet.

La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remise en état) de la carrière est en tout temps inférieure à 3,7 ha.

1.7.7.4 Dispositions de remise en état

1.7.7.4.1 Aires de circulation

Les aires de circulations provisoires et les aires de travail doivent être décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terres de découvertes sur une hauteur de 50 cm en vue de leur réhabilitation en terrains agricoles.

1.7.7.4.2 Remblayage de l'excavation

La remise en état du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour un retour à une cote moyenne de :

- 170,9 à 172,6 m NGF de Nord-Ouest à Sud-Est au droit de l'extension ;
- 171,0 à 171,5 m NGF Nord-Ouest à Sud-Est au droit du plan d'eau résiduel ;
- 173,5 à 177,5 m NGF Nord-Ouest à Sud-Est pour la zone Sud en extraction.

Les terres de découvertes sont remises en place, sur une épaisseur de 50 cm au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction et modelés afin d'obtenir des pentes les plus régulières possibles sans rétention d'eau. Les eaux météoriques arrivant dans le périmètre de la zone remblayée, s'infiltrent directement.

Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée doit être réalisé avec une pente à environ 30 ° par rapport à l'horizontale.

Les déchets d'extraction inertes internes au site (résidus, stériles et morts terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site lors du remblaiement. Lorsqu'il est réalisé avec un apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. »

Article 9 :

Les dispositions de l'article 2.1.2.1 « Mesures d'évitement » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'emprise du projet de renouvellement et d'extension de la carrière s'établit sur les emprises déjà en cours d'exploitation par la carrière ainsi que sur des parcelles cultivées, en dehors des milieux de plus forte biodiversité et de plus forte sensibilité sur le secteur, évitant notamment les milieux boisés (chênaie-frênaie, aulnaie-frênaie).

Les haies délimitant les parcelles agricoles concernées par l'extension sont majoritairement préservées. Ainsi, la haie en limite Nord du site est conservée. 90 % des haies identifiées dans l'aire d'étude immédiate sont préservées.

Lors de la remise en état, la saulaie blanche pionnière qui se développe dans la partie Est de l'actuel bassin de décantation est conservée.

Le boisement d'environ 8 000 m² en limite Sud de la carrière actuelle est préservé ».

Article 10 :

Les dispositions de l'article 2.1.2.2.1 « Travaux préparatoires » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« Les travaux préalables, comprenant l'abattage des arbres concernés et le décapage préalable à l'exploitation du sous-sol, sont réalisés en dehors de la période de reproduction des oiseaux et des reptiles, soit entre septembre et mars, afin d'éviter la destruction potentielle d'œufs, ainsi que, pour les oiseaux, de nichées ou d'adultes sur nids au niveau des haies directement concernées.

La réalisation de ses travaux en septembre-octobre permet de s'affranchir du risque de destruction d'individus de reptiles et de chauves-souris en léthargie.

La visite d'un écologue avant l'abattage de l'arbre gîte potentiel permet de s'assurer de l'absence de chauve-souris en phase de repos diurne, et d'exclure ainsi tout risque de destruction d'individu ».

Article 11 :

Les dispositions de l'article 2.1.2.2.6 « Mesures pour limiter les nuisances sonores et poussières » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« Des bardages acoustiques vont être mis en place autour des unités les plus bruyantes de l'installation de traitement actuelle au droit de la zone technique, à savoir le scalpeur, le crible, le broyeur et le cyclone.

Le merlon périphérique de la zone technique en regard de la première maison des « Blitteries » est surélevé de 2 m supplémentaires. »

Article 12 :

Les dispositions de l'article 2.1.4.4 « Extraction » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitation de la carrière est une activité permanente pendant les jours ouvrés de 7h30 à 17h00.

Le carreau de la carrière a pour cote minimale :

- + 166,6 m NGF à + 170,1 m NGF au droit de l'extension ;
- + 172,4 m NGF à + 172,8 m NGF sous la zone technique ;
- + 173,0 m NGF dans le secteur Sud.

Le plan de surveillance est annexé au présent arrêté.

L'extraction est effectuée à la pelle mécanique, en fouille semi-noyée (sans pompage des eaux d'exhaures). Elle sera réalisée majoritairement à sec. Après un stockage provisoire à proximité du front de taille, les matériaux extraits seront ensuite acheminés jusqu'à l'installation de traitement au moyen d'un tombereau et/ou d'un tracteur avec remorque, lors de campagnes de 7 jours par mois en moyenne (environ 1 300 tonnes par jour).

Les matériaux acheminés seront stockés au pied de la rampe d'accès à la trémie d'alimentation de l'installation de traitement. »

Article 13 :

Les dispositions de l'article 2.1.4.5 « Transport des matériaux » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L. 131-8 et L. 141-9 du code de la voirie routière.

La totalité des matériaux extraits au droit de l'extension est acheminé vers l'installation de traitement au moyen d'un tombereau et/ou d'un tracteur avec remorque lors de campagnes de 7 jours par mois en moyenne.

L'évacuation des matériaux du site s'effectue à :

- 70 % par la RD 181 vers le Sud-Est en direction de Bourges (notamment pour alimenter la plateforme de négoce) ;
- 30 % vers le Nord-Ouest en traversant le bourg d'Ennordres, dont la grande majorité en direction d'Aubigny-sur-Nère. »

Article 14 :

Les dispositions de l'article 5.2.1 « Généralités » de l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 sont remplacées par :

« Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains :

- terres végétales : 25 000 m³ à produire dont 18 000 m³ à stocker sous forme de merlons périphériques ;
- stériles de découvertes : 92 400 m³ à produire dont 26 000 m³ à stocker ;
- fines de débourbage et de lavage, produits de décantation naturelle : 15 700 m³ à produire, elles seront collectées au sein des bassins de décantation, et seront laissées en place lors de la remise en état du site.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. »

Article 15 :

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Ennordres et peut y être consultée,

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Ennordres pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire d'Ennordres à la préfecture du Cher,

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 16

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En vertu de l'article R. 181-50 du même code, il peut être déféré par courrier auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie d'Ennordres pendant une durée minimum d'un mois ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant CS 60022 BOURGES CEDEX.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la Transition écologique de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques - direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (SAS Entreprise CASSIER- La Ballastière- 37 700 Saint-Pierre-des-Corps), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 17

La secrétaire générale de la préfecture, le maire d'Ennordres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la SAS Entreprise CASSIER et au sous-Préfet de Vierzon.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

signé
Camille de WITASSE-THÉZY

Annexe : Plan de remise en état

